

Pour quel candidat roulent les partis?

GENÈVE A l'approche de l'élection au poste de procureur général, les fronts peinent à se dessiner. Plusieurs partis politiques ne donnent pas de consigne de vote, la gauche est mal à l'aise et la droite est plutôt timide. Regard sur ce début de campagne

FATI MANSOUR

Le 29 mars prochain, le destin du Ministère public genevois se jouera dans les urnes. Olivier Jornot, candidat sortant, assis dans son fauteuil de procureur général depuis déjà 14 ans, veut rempiler pour un troisième mandat et des poussières sous la bannière libérale-radical. Pierre Bayenet, ancien député et membre de ce même parquet depuis quatre ans, vient rivaliser avec l'étiquette très à gauche de SolidaritéS. A quelques semaines de cette élection essentielle pour le pouvoir judiciaire, comment se positionnent les autres partis, et avec quel enthousiasme? Un coup de sonde dans ces coulisses politiques où se trament les stratégies, à l'ombre de petits calculs, de vieilles rancunes et de certaines surprises.

Un premier constat. Après avoir démarré en fanfare fin novembre avec le soutien bien décidé du Parti socialiste et celui des Vert·e·s à la candidature du challenger Pierre Bayenet, le débat s'est un peu perdu en cours de route. Le soutien en question commence à s'étioler après les révélations du *Temps* sur une étrange transaction immobilière, sur fond de vieille créance, avec procédure d'expulsion d'anciens clients à la clé. De plus, comme le fait remarquer le conseiller national Cyril Aellen (GE/PLR), président de la commission judiciaire du parti cantonal, «la campagne peine à démarrer en raison des autres échéances pré-



OLIVIER JORNOT
PROCURÉUR
GÉNÉRAL DE GENÈVE

vues le 8 mars». Ensuite, il ne restera plus que vingt jours pour faire fructifier affiches, flyers et autres apparitions publiques.

Les très partagés

En début d'année, les autres partis sont quand même sortis du bois l'un après l'autre, sans se presser. Libertés et justice sociale (LJS), qui avait organisé un débat entre les candidats dans une mythique discothèque des Pâquis, ne donne finalement sa préférence à personne. A l'applaudimètre, la victoire serait revenue à Olivier Jornot. Mais difficile d'imaginer le mouvement de Pierre Maudet soutenir ce procureur général qui n'a fait preuve d'aucune mansuétude à l'égard du ministre lors de ses déboires judiciaires.

Sans oublier que l'ancien élu Simon Brandt, qui siège au comité directeur du même parti, avait recouru jusqu'au Tribunal fédéral – sans succès – pour obtenir des poursuites contre le patron du parquet qu'il tenait pour coresponsable de ses malheurs lors d'une arrestation. Réunis ultérieurement en assemblée générale, les membres ont donc préféré laisser chacun décider en son for intérieur. «Pour nous, les



PIERRE BAYENET
CANDIDAT AU POSTE
DE PROCURÉUR
GÉNÉRAL DE GENÈVE

deux candidats ont la stature pour le poste», précise le député Laurent Seydoux.

Du côté du MCG, qui n'a pas pris la peine d'entendre les candidats, la posture est identique. Là encore, Olivier Jornot s'est fait des ennemis. Il y a plusieurs figures du parti qui ont vécu les affres du pénal et sa base, formée de beaucoup de policiers, pense que le procureur général fait preuve de trop de zèle face aux dérapages et autres excès de vitesse des forces de l'ordre. Quant à Pierre Bayenet, il incarne une sorte de «laxisme judiciaire» que le MCG, très axé sur la sécurité, ne saurait cautionner. En termes retenus, cela donne cette déclaration de François Baertschi, son président: «Nous avons préféré laisser aux électeurs le soin de choisir entre ces deux candidats qui ont chacun leurs qualités et leurs défauts.»

Les plus ou moins timides

Soutien à Olivier Jornot, mais soutien timide, du côté de l'UDC, dont le comité directeur a posé six questions identiques aux candidats par visioconférence. Pour le député Yves Nidegger, qui préside la commission judiciaire du parti, «Pierre Bayenet n'a pas

l'étoffe d'un procureur général et ses réponses ont été plus déprimantes encore». S'agissant d'Olivier Jornot, le parti lui reproche exactement l'inverse de la gauche, soit de ne pas être assez dur avec les délinquants étrangers, notamment en matière d'expulsion. Hormis ce bémol, il reconnaît au patron du Ministère public «une capacité militaire» à organiser les choses.

«Nous avons préféré laisser aux électeurs le soin de choisir entre ces deux candidats»

FRANÇOIS BAERTSCHI,
PRÉSIDENT DU MCG

Le Centre a fait l'exercice en grand. Après une première audition des candidats par la commission judiciaire du parti (avec un préavis très favorable à Olivier Jornot), rebelote, le 19 février, devant l'assemblée des délégués, où se sont greffés les représentants des Vert·libéraux (PVL). Verdict chez les centristes: Olivier Jornot recueille 45 voix, contre sept voix pour son rival (et huit abstentions).

Philippe Rochetin, président, observe qu'il n'est pas forcément facile pour le profane de faire la

différence dans des programmes très techniques. «La personnalité et l'expérience ont joué un rôle essentiel et ont convaincu le parti d'appeler à voter pour Olivier Jornot, lequel a déjà fait ses preuves, alors que le challenger paraît moins solide». Une position dont ne peut que se féliciter Cyril Aellen: «Le récent drame de Crans-Montana montre à quel point la force de travail, le savoir-faire et l'indépendance sont essentiels pour ce poste. Ce sont trois qualités qu'on ne peut pas enlever à Olivier Jornot.»

Du côté du PVL, même rencontre, mais autre impulsion. «Le parti n'a pas émis de recommandation de vote. Dans un souci de transparence, nous avons organisé ces auditions avec les candidats à l'intention de nos membres pour qu'ils puissent se positionner individuellement en connaissance de cause», indique Marc Wuarin, vice-président.

Les plutôt embêtés

A gauche, le moral n'est pas au beau fixe. Les socialistes et Les Vert·e·s avaient cherché sans succès à motiver une candidature issue de leurs rangs, avant d'appuyer celle de Pierre Bayenet, désormais rattrapée par des affaires immobilières qui dénotent à tout le moins un problème de cohérence. Mais pas de quoi modifier la donne, même si la gêne est palpable.

«Il ne faut pas personnaliser les choses et rester sur le programme qui nous correspond», relève Maryam Yunus Ebener, prési-

dente des Vert·e·s genevois. Tout en ajoutant que, à la suite de l'article du *Temps*, Pierre Bayenet sera reçu le 3 mars par le bureau, à sa propre demande, pour s'expliquer. «C'est important de le faire.» Soulignons que le parti menait déjà campagne auprès de ses membres avec demande de soutien financier, partage de publications et de tracts ou encore «organisation d'un repas ou d'un café avec vos proches en invitant Pierre Bayenet», comme indiqué sur son site internet.

Thomas Wenger, président du PS cantonal, se montre un poil plus agacé par la tournure du débat sans toutefois changer de cap: «Les pratiques du propriétaire Pierre Bayenet ne sont assurément pas en adéquation avec les valeurs et le programme politique du Parti socialiste. Mais on fait la distinction entre le propriétaire et le candidat, seul à s'opposer à Olivier Jornot et sa machine à incarner les plus précieuses pour des délits souvent mineurs.»

Et que dit SolidaritéS, le parti de Pierre Bayenet, où la plus-value immobilière ne doit pas être monnaie courante? Rien. Ou du moins rien de plus. Contactée, sa présidente Jocelyne Haller fait savoir que le candidat s'étant déjà exprimé dans les médias, et son comité de soutien aussi, il n'est pas nécessaire de revenir sur cette polémique.

Voilà pour les fronts politiques, ou partisans, avant de revenir sur toutes les questions qui fâchent en matière de priorités pénales et de style de direction. ■